

Lutte de classe

LCR : un nouveau parti sur quelle base et pour quel objectif ?

Olivier Besancenot a formulé le souhait de constituer un « *nouveau parti* », une « *fédération de tous et de toutes qu'il faut organiser maintenant* ». Il « *faut enclencher tous les contacts unitaires que l'on peut entamer avec la gauche radicale, la gauche antilibérale, les organisations syndicales et les collectifs* ».

L'intention est louable, reste à savoir sur quelle ligne politique il entend fonder ce « *nouveau parti* », donc sur quelle analyse des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes au lendemain de l'élection de Sarkozy et à la veille d'une Assemblée nationale bleu horizon.

Ensuite, pour quel objectif ?

Répondre à cette question en disant « *sur une base politique claire* » qui doit être « *l'anticapitalisme et l'indépendance politique* » vis-à-vis du PS ne suffira pas.

La question essentielle, selon moi, ce n'est pas « *l'indépendance vis-à-vis du PS* », car on peut très bien se déclarer « *indépendant du PS* » sans pour autant développer une ligne politique correcte, mais bien envers l'idéologie réformisme (et stalinienne) qui a gangrené les rangs de l'avant-garde du prolétariat, l'ensemble du mouvement ouvrier depuis l'après-guerre. La LCR et les autres formations citées sont-elles prêtes à s'engager à rompre résolument avec cette idéologie ou à la rejeter en la caractérisant comme réactionnaire de nos jours ?

La réponse à cette question est directement déterminée par l'objectif final que l'on s'est fixé.

C'est cet objectif qui doit déterminer à chaque étape notre tactique et notre stratégie, les tâches que nous devons mettre à l'ordre du jour en fonction du développement de la lutte des classes, les mots d'ordre que nous devons proposer au prolétariat pour l'aider à se saisir de la situation, afin de se mobiliser et prendre conscience de la nécessité de prendre en main son destin, d'abattre le régime capitaliste.

Remettre en cause le système économique capitaliste n'est pas seulement un droit, mais une nécessité.

C'est seulement en tenant compte des enseignements de la lutte des classes et en fonction de l'objectif final que nous nous sommes fixés, que nous pouvons déterminer quel type de parti nous devons construire, en tenant compte bien sûr de l'évolution intervenue au sein des différentes classes sociales au cours des dernières décennies, plus particulièrement au sein du prolétariat, etc.

Étant donné que pour parvenir à fonder un nouveau parti, il faut au préalable avoir résolu un nombre important de questions théoriques qui font forcément l'objet de nombreux désaccords, ne serait-il pas plus judicieux de juger sur pièces concrètement la sincérité et la détermination des engagements des uns et des autres, en commençant par se mettre d'accord sur une plate-forme limitée d'actions à mener en commun ?

C'est à mon avis la première étape probablement, nécessaire avant toute tentative sérieuse de regroupement de militants venant d'horizons divers dans un même parti. Ce que je dis là ne concerne pas exclusivement la LCR évidemment.

Comme je l'avais déjà évoqué dans un texte précédent, rien n'empêche d'entrevoir la possibilité de constituer un parti révolutionnaire, et à côté, de proposer la constitution d'une structure plus souple accueillant des travailleurs et militants qui ne partageraient pas l'ensemble du programme du parti, afin de les associer au combat du parti. Ce qui ne serait pas sérieux, ce serait de faire côtoyer d'emblée dans le même parti des militants qui seraient en désaccord sur les moyens à mettre en œuvre pour avancer vers notre objectif.

Si cette proposition va dans le sens des propos tenus par Besancenot, je ne suis pas sûr qu'il veuille qu'elle aboutisse.

Quand il explique que ce projet de parti ne peut être conduit « *dans l'urgence* » et nécessite « *un débat* », il commet deux erreurs à mon avis. La première en affirmant qu'il n'y a pas « *urgence* », alors que la situation est parfaitement claire et nécessitait une réaction immédiate dès l'annonce des premières mesures réactionnaires de Sarkozy, une initiative en direction des différents courants révolutionnaires pour qu'ils se rencontrent était possible. La seconde en parlant de « *débat* », une formule élastique qui consiste généralement à s'écouter parler, alors qu'il s'agit par commencer à confronter les différentes analyses de la situation économique, sociale et politique actuelle, afin de définir la tactique et les mots d'ordre les mieux adaptés dont les travailleurs et jeunes pourraient se saisir.

Quand il affirme sur un ton catégorique qu' « *une page a été définitivement tournée* » après l'échec du collectif national antilibéral à se doter d'un candidat commun à la présidentielle, personnellement je n'en suis pas du tout convaincu, car il n'a pas expliqué quelle était l'origine politique de cet « *échec* », notamment le manque de rigueur (les contradictions) dans l'analyse de la situation sociale et politique nationale et internationale, qui conduisait à s'accommoder avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, sa Constitution, ainsi qu'avec l'Union européenne. Ce qui veut dire que ce collectif prenait soin de ne pas poser la question essentielle et centrale du pouvoir politique et des moyens à mettre en oeuvre pour mener ce combat. A partir de ce moment-là, ce regroupement hétéroclite était condamné à éclater, à disparaître, au mieux à l'impuissance, à l'impasse, et dans tous les cas il aurait constitué une soupape de sécurité pour le gouvernement, un nouvel obstacle à la mobilisation des masses.

On peut dire après coup, que l'échec de ce collectif préfigura celui de Royal dans la mesure où l'un et l'autre s'employèrent à chaque instant à entretenir des contradictions, au lieu de se situer résolument du côté du prolétariat.

Besancenot dit vouloir une « *fédération de tous et de toutes qu'il faut organiser maintenant* », ce qui signifie clairement, que, contrairement à ce qu'il affirme, il confirme ici qu'il n'a pas tiré les leçons de l'échec du collectif antilibéral et s'apprête à reproduire la même erreur.

Un parti révolutionnaire construit sur le modèle fédéral n'a jamais pris le pouvoir dans aucun pays dans le passé aussi loin que l'on regarde en arrière. Ne faut-il pas en tirer les leçons ? Par contre, le parti bolchevik avait démontré son efficacité en prenant le pouvoir.

Un parti, qui serait constitué officiellement sur la base de tendances, serait voué à l'immobilisme, sa direction serait contestée et affaiblie dès le départ, ses militants et cadres seraient plus occupés à résoudre leurs problèmes internes et à défendre leurs propres positions, qu'à construire le parti sur une ligne politique correcte et partagée par l'ensemble de ses militants, tout du moins théoriquement, non seulement sa progression serait compromise, sa faillite ne serait pas seulement prévisible, mais inéluctable.

L'histoire du parti bolchevik nous enseigne que l'ensemble des militants ne sont pas forcément sur la même ligne politique, loin de là, même la veille de la révolution, ni que le parti serait constitué que de marxistes, loin s'en faut, selon Trotsky on aurait pu les compter sur les doigts de la main en octobre 1917, sans doute voulait-il dire par-là qu'ils représentaient une infime minorité, alors tout dépend de la capacité de sa direction à entraîner l'ensemble du parti à intervenir dans la lutte des classes sur la base d'une ligne politique correcte, claire et précise, discutée et approuvée par l'ensemble des structures et des militants du parti, ainsi, les militants peuvent la soumettre à l'épreuve de la pratique pour en vérifier eux-mêmes la véracité ou non, et rendre compte ensuite de leurs expériences dans leur structure.

Cette démarche à l'avantage de permettre à l'ensemble des militants de progresser politiquement et d'en faire des représentants du parti à part entière et non des bénis oui-oui qui obéissent aveuglément à leurs dirigeants. Du côté de la direction du parti, ce processus lui permet de conserver un lien direct et permanent avec le prolétariat, ce qui est essentiel pour pouvoir déterminer les rapports réels entre les classes et à l'intérieur de la classe, l'état d'esprit dans lequel se trouve le prolétariat ce qui permet

après à la direction d'affiner la ligne politique, les mots d'ordre et les tâches du parti, de les corriger si nécessaire, etc.

C'est finalement la capacité de la direction à montrer l'exemple et à impulser le centralisme démocratique comme principe de fonctionnement interne à tous les niveaux du parti, en favorisant, soit le centralisme, soit la démocratie dans le parti, en fonction de la situation politique à chaque étape du développement de la lutte des classes, et en prenant soin d'expliquer aux militants les raisons politiques de l'option retenue, qui permet au parti de se doter d'un minimum de discipline indispensable pour que l'ensemble des militants soient en ordre de bataille et participent aux différentes activités du parti, afin d'œuvrer à sa construction.

En quelques lignes j'ai résumé ma conception du parti. Je sais que je vais passer pour un illuminé ou un utopiste pour certains militants et je pense savoir pourquoi. Parce qu'ils pensent à l'instar des dirigeants du PT, entre autres, que la conscience de classe du prolétariat aurait régressé d'un siècle ou plus au cours des dernières décennies, et que la période ouverte par la révolution russe s'étant achevée en 1991 avec la restauration du capitalisme en Russie, pour ces raisons, il faudrait construire un parti, non pas sur le modèle du parti bolchevik, mais sur celui du parti social-démocrate allemand de la fin du XIXe siècle. Ils tiennent le même raisonnement concernant l'Internationale, mais c'est une autre question que j'aborderai ultérieurement.

Que valent leurs arguments ?

Tout d'abord, rien ne permet d'affirmer que la conscience de classe du prolétariat était plus avancée au début qu'à la fin du XXe siècle. Quand on compare le niveau d'organisation du prolétariat à l'échelle mondiale, le nombre de partis et d'organisations se réclamant du trotskysme (à partir de 1940), du communisme ou du socialisme aujourd'hui avec ce qu'il était au début du XXe siècle, comme l'on dit, il n'y a pas photo.

Objection : mais en 2007, ces partis se réclamant du trotskysme, du communisme ou du socialisme sont tous plus ou moins sur une ligne politique d'adaptation au capitalisme. Et alors, les partis du mouvement ouvrier au début du XXe siècle n'étaient-ils pas sur la même ligne ? En dehors d'une poignée de révolutionnaires généralement exilés, aucun parti n'était sur la ligne de la révolution prolétarienne. Un peu plus tard, lorsqu'ils se constitueront en tendance au sein du parti social-démocrate allemand, ils seront marginalisés et totalement incapables d'empêcher leur parti de voter les crédits de guerre. Lénine en tirera les conséquences et polémiquera sévèrement avec Rosa Luxembourg. Alors qu'il hésitait encore à orienter la construction du parti en Russie sur la base du modèle du parti social-démocrate allemand qui semblait prometteur au regard de la progression fulgurante du nombre de militants et de députés de ce parti avant la déclaration de guerre de 1914, finalement il prendra en compte cette expérience désastreuse et il abandonnera la formule un temps envisagée du parti ouvert à tous les courants du mouvement ouvrier, pour construire le parti sur une base centralisée et doter d'un programme révolutionnaire, dans lequel l'ensemble des militants devaient exprimer leur accord sur les moyens à mettre en œuvre pour prendre le pouvoir, la révolution, et l'objectif à atteindre, l'abolition des rapports d'exploitation moyenâgeux dans les campagnes et l'abolition du capitalisme pour avancer vers le socialisme. Le parti de Lénine se situait aux antipodes des formules électorales opportunistes ou de la pêche aux élus telles qu'on les voit aujourd'hui au PT, à la LCR ou à LO !

Objection : mais si le parti social-démocrate allemand avait eu à sa tête une direction révolutionnaire, que serait-il arrivé ? Tout aurait dépendu du rapport de forces à l'intérieur du parti entre les différentes tendances, mais pas seulement, tout aurait dépendu également de la nature de ces différentes tendances, plus précisément des bases sur lesquelles elles se seraient formées. Si plusieurs d'entre elles s'étaient formées sur une autre base que celle du recours conscient à la révolution violente et à la dictature du prolétariat pour en finir avec le capitalisme, il est parfaitement évident qu'elles auraient couru au secours de leur propre bourgeoisie gravement menacée, comme l'a fait le parti social-démocrate allemand en 1914, comme l'on toujours fait les réformistes et les républicains au cours de l'histoire. Par conséquent, non seulement le parti n'aurait pas pu jouer son rôle et tenter de mobiliser le prolétariat contre la guerre, il aurait été affaibli et amputé d'une partie de ses forces, puis il aurait été réduit à l'impuissance ou il serait disloqué sous la pression de la répression et des événements.

Objection : Mais si la tendance révolutionnaire du parti avait été nettement majoritaire, alors rien ne l'aurait empêcher de suivre sa direction et d'entraîner la majorité du parti ? Sans aucun doute, mais il y a un mais et il est de taille : Comment la direction d'un parti sans leader charismatique, habituée à louvoyer entre des positions réformistes nettement opportunistes, à commettre erreur sur erreur, à hésiter, à se contredire sans cesse, pire, lorsqu'elle s'est pratiquement toujours révélée incapable de prévoir le cours des événements, et des positions conformes aux intérêts du prolétariat, comment cette direction pourrait-elle soudainement inspirer confiance à la majorité de ses militants qui la suivraient du jour au lendemain à l'abattoir comme un seul homme ? Il faudrait un Lénine ou un Trotsky à la tête du parti pour inspirer une telle confiance presque illimitée aux militants et pour réaliser une telle prouesse, or ils sont extrêmement rares et ils n'en existent pas aujourd'hui, donc cette hypothèse ne tient pas.

Ensuite, pour revenir au second argument, s'il existait bien des partis ou des embryons de partis au début du XXe siècle, il existait des dizaines de groupes ou comités regroupant des militants à travers toute la Russie notamment. En France et en Allemagne, à la SFIO et au parti social-démocrate allemand, vinrent s'ajouter les partis communistes, puis les partis trotskystes, pour être bref. Si l'on s'en tient uniquement à ces éléments là, on peut dire que la situation actuelle n'est pas très éloignée sur le plan organisationnel de celle de la fin des années 30. On aurait pu ajouter les anarchistes qui jouèrent un rôle important jusqu'à la révolution espagnole, et dont l'influence ne cessa de décliner ensuite, sauf peut-être parmi une partie de la jeunesse.

Tout cela pour dire qu'il était tout aussi difficile de s'y retrouver pour un ouvrier entre tous ces partis et tendances 75 ans auparavant, qu'on ne tente pas de nous faire croire que les choses seraient plus difficiles aujourd'hui pour justifier la construction d'un parti de type fédéral ou comportant des tendances.

Pour finir, le dernier argument concerne la restauration du capitalisme en Russie qui aurait remis les pendules à zéro d'une certaine manière, et nous serions retournés d'un coup de baguette magique quelque part entre les années 1880 et 1914, passons ici sur l'affirmation erronée qu'un siècle de lutte de classe serait parti en fumée entre 1989 et 1991.

Donc si je comprends bien, 1991 fut interprétée comme l'échec de la révolution socialiste, l'échec du socialisme. A partir de là, les masses auraient revêtu les œillères du capitalisme pour entrevoir le monde dans lequel elles vivaient et penser leur avenir, par conséquent, il faudrait reprendre à zéro le processus d'éducation des masses pour leur inculquer à nouveau les idéaux du socialisme, d'où le soi-disant passage obligé par un parti de type fédéral, etc.

Dans la vie on a l'habitude de constater, que très souvent on vous attribue des intentions ou des positions, des gestes ou des pratiques qui ne sont pas les vôtres, mais qui sont au contraire ceux de celui qui vous les prête. Et bien, je me demande si nous n'avons pas ici à faire au même processus de projection et d'identification trompeuses.

Entre la façon dont certains militants ont interprété la restauration du capitalisme en Russie et celles des masses, il y a un fossé gigantesque, une incompréhension totale. Depuis plus de 50 ans le prolétariat du monde entier était au courant des crimes du régime stalinien relayées déjà en boucle par les médias, de la faillite permanente dans laquelle se trouvait l'économie russe engagée dans la course aux armements avec l'impérialisme américain, etc. Le socialisme n'a pas subi un coup terrible en 1991 qui aurait soudain conduit les masses à s'en détourner, c'est ce qu'on nous raconte complaisamment, en vérité, le socialisme n'avait pas arrêté d'être déformé, traîné dans la boue depuis la défaite de l'opposition de gauche à la fin des années 20, depuis le cours liquidateur impulsé par Staline à l'Internationale communiste et les premiers procès de Moscou en 36,

Pendant des décennies, pendant plus d'un demi-siècle, jour après jour on pouvait lire et entendre des témoignages terribles sur la vie de la population en Russie, en Chine, puis dans les pays de l'Est, sur l'absence de liberté d'expression, de la presse, de réunion, de manifestation, la torture, etc., les libertés les plus élémentaires n'étaient pas seulement bafouées, elles n'existaient pas, ce qui avait de quoi rendre haïssable aux yeux des masses ces régimes présentés comme socialistes ou communistes. Et on voudrait nous faire croire que ce serait seulement en 1991 que le prolétariat se serait réveillé et aurait tourné le dos au socialisme, mais il n'avait jamais cessé de manifester la plus

grande méfiance à son égard, à l'égard de tous ceux qui défendaient le régime stalinien sous des prétextes divers et qui n'obtiendront jamais la confiance des masses.

Alors non, cet argument ne repose pas sur des faits suffisants de nature à justifier la construction d'un parti de type fédéral.

La disparition de l'URSS n'a pas changé radicalement et brutalement l'état d'esprit des masses, puisqu'en réalité, les plus grands doutes sur le socialisme existait depuis très longtemps, cette date marqua sans aucun doute une victoire pour le capitalisme et le début d'une nouvelle période du combat de la contre-révolution, mais là comme ailleurs je pense qu'il ne faut pas tout confondre et tomber dans une sorte d'ouvriérisme qui nous conduit à présenter le cours des choses de façon non objective. Finalement, la disparition de l'URSS n'a eu que très peu de répercussion sur l'état d'esprit des masses, et du côté des militants, en dehors des staliniens et des militants du PT-CCI, tous les autres s'en sont réjouis ouvertement, ce qui me fait dire que même là, on ne trouve pas matière à justifier l'argument avancé par mes contradicteurs.

Personnellement, à cette époque je ne militais plus et je ne me suis pas posé davantage de questions en suivant ces événements à la télé. Je bossais comme technicien en 1989, je défendais mes intérêts et ceux de mes collègues dans ma boîte, et je me foutais pas mal du reste, je dois avouer. A aucun moment nous n'avons discuté de la chute du mur de Berlin, tout le monde s'en foutait autour de moi, alors ce jour-là, ce fut une nouvelle comme une autre. A cette époque, j'ai réagi en simple travailleur non en militant conscient, et en tant que travailleur, je dois dire que la chute du mur de Berlin ou la disparition de l'URSS n'a absolument rien changé à mon état d'esprit et je pense que ce fut le cas de l'immense majorité des travailleurs.

Alors quand j'entends dire que ce jour-là tout bascula, que plus rien ne serait plus comme avant, etc., et que par conséquent la construction d'un parti de type bolchevik était désormais impossible, je pense que ceux qui avancent cet argument ont ce jour-là capitulé sous la pression énorme des événements et de l'interprétation qui en avait été donnée par les classes dirigeantes, les réformistes, les médias et qui étaient très largement acceptée par les masses, ou alors ils ont tout confondu consciemment ou non pour des raisons qu'il serait trop long d'aborder ici.

Je ne suis pas un théoricien, j'essaie de réfléchir et de faire avancer la discussion. Je peux me tromper mais c'est involontaire, mon souci est d'arriver à une clarification de chaque question. Je pense qu'on ne peut pas partager une position ou une analyse temps qu'on n'a pas fait le tour et répondu à toutes les questions qu'il est nécessaire de se poser. On nous dit « *ouvrons la discussion* », très bien, et lorsque vous voulez véritablement discuter, vous vous rendez compte rapidement que la discussion est déjà close avant d'avoir commencé, les uns et les autres se retranchant derrière leurs positions respectives, ils refusent catégoriquement de prendre en compte vos arguments, tout ce qui ne vient pas d'eux n'a aucune valeur, je n'ai pas cessé d'en faire l'expérience ces dernières années. Je ne sais pas de quelle manière vous le ressentez, en ce qui me concerne, lorsque je rencontre un cadre ou dirigeant qui agit de la sorte, spontanément j'amorce un mouvement de recule, et s'il persiste, je refuse de lui accorder la moindre confiance, je déteste perdre mon temps à palabrer pour rien.

Pour résumer mon point de vue, je pense qu'il est toujours possible de réaliser un front unique des partis, organisations et groupes se réclamant de la révolution prolétarienne et du socialisme sur des questions particulières nécessitant seulement un accord et un engagement commun limités. Par contre, la question du parti proprement dite ne pourra être abordée sérieusement que lorsqu'une majorité de militants et de cadres partageront la même analyse de la situation politique et des tâches qui en découlent. Quant à la résoudre pratiquement, il faudra aller au-delà de l'analyse de la situation politique actuelle, car ne pas comprendre, ne pas analyser avec précision comment et pourquoi nous en sommes arrivés à la situation actuelle, c'est obligatoirement hypothéquer l'avenir du parti et raconter des histoires aux militants.

(source AP et AFP 29.05.07)